

Agenda 2030 pour le développement durable **Face à l'urgence climatique et sociale, ne ratons pas le coche des objectifs de développement durable**

À la veille du sommet onusien pour le Climat, plus de 200 ONG unissent leur voix pour exhorter la France à mettre en place d'urgence un mécanisme de suivi des politiques menées, tant au niveau local qu'international, pour s'assurer qu'elles soient cohérente avec les «objectifs de développement durable» signés par la France.

Tribune publiée sur [Le blog de Les invités de Mediapart](#), accessible [ici](#)

La France vient d'adopter sa feuille de route pour la mise en œuvre des « *objectifs de développement durable* » (ODD) au moment où se tient le sommet dédié des Nations unies et quatre ans après l'adoption de l'Agenda 2030 et l'Accord de Paris. Cette adoption intervient alors que la situation de la planète ne cesse de s'aggraver et que le réchauffement planétaire pourrait être bien pire que prévu selon un rapport d'experts et expertes français du CNRS et de météo France rendu public cette semaine.

Des feux des forêts primaires amazoniennes et africaines aux révoltes sociales de celles et ceux laissés pour compte dans nos sociétés modernes, tout est dorénavant lié par une mondialisation non maîtrisée. Qu'elles soient sociales, environnementales ou économiques, à ce jour, les causes et conséquences ne sont traitées, ni par des actions spécifiques transversales, ni par une approche globale et cohérente !

Or l'agenda des Nations unies des ODD, adopté en 2015, devait répondre à cela en faisant le lien entre les crises environnementales, sociales et économiques, entre les actions locales et l'échelle mondialisée. Il définit des actions concrètes dans tous les domaines de nos sociétés à mettre en œuvre d'ici 2030 pour un monde durable. Cet agenda concerne tous les pays, autour d'objectifs universels ambitieux : éliminer la pauvreté et la faim, permettre à toutes et tous de vivre en bonne santé, garantir un accès à l'éducation, à une eau potable et à des toilettes, mais aussi transformer les modèles agricoles et techniques, lutter contre les changements climatiques, l'érosion de la biodiversité et la dégradation des terres, favoriser des modèles économiques inclusifs reposant notamment sur des emplois dignes et un partage équitable des bénéfices économiques pour contribuer au développement de sociétés en paix... Cet « Agenda 2030 » affirme l'ambition de « *ne laisser personne de côté* », c'est à dire de prendre en considération les personnes les plus précaires ou les plus marginalisées dans l'ensemble des politiques publiques.

Dans le contexte actuel, cette ambition nécessite, partout, à tous les niveaux, des transformations structurelles technologiques, sociales, environnementales, économiques et politiques de nos sociétés. Elle demande en outre aux États de prendre la responsabilité de la mise en œuvre de ses actions et appelle tous les acteurs et actrices, entreprises, société civile, collectivités territoriales, à inscrire leur activité dans une feuille de route commune.

Pour les acteurs et actrices françaises non-étatiques du développement durable, l'année 2019 constitue une étape clef pour la mise en œuvre de cet agenda par la France. En effet, après avoir lancé une réflexion commune en 2018, le gouvernement présente un « livret politique » devant

traduire de manière opérationnelle la mise en œuvre des ODD dans ses politiques tant nationales qu'internationales.

Ce « livret politique » doit donner une perspective de long terme permettant de poser des trajectoires de transition vers un développement durable.

Le profond changement de méthode et de vision – intégrée et globale – que proposent l'agenda 2030 et les actions définies dans ses 17 objectifs de développement durable ne peut se réaliser qu'en s'appuyant sur une mobilisation politique pleine et entière au plus haut niveau de l'État, afin de créer un cadre pour l'action de l'exécutif et du législatif et soutenir l'action des acteurs non-étatiques.

A ce titre, nous demandons que soit mis en place un mécanisme de suivi de la cohérence des politiques entre elles, cette démarche devant également être appliquée en matière d'articulation entre les niveaux locaux, nationaux, européens et internationaux. Chacune des politiques sectorielles doit apporter une attention particulière aux objectifs de lutte contre la pauvreté, les inégalités et les changements climatiques ainsi que ceux liés à l'égalité de genre et à l'inclusion de la société civile. Des indicateurs relatifs à ces enjeux devront être élaborés pour en rendre compte.

L'Agenda 2030, en s'appuyant sur les conventions internationales, et notamment l'Accord de Paris ainsi que l'Accord sur le financement d'Addis Abeba, constitue le seul cadre international pouvant guider un réel changement de cap. Il crée les conditions d'une résilience environnementale, sociale et économique pour toutes et tous au sein de nos sociétés, en France comme ailleurs dans le monde, en enclenchant la nécessaire transition dont elles ont besoin. Il est encore possible d'agir, et la France a un rôle majeur à jouer pour changer de trajectoire et permettre de réelles avancées. Ne gâchons pas cette chance.

Philippe **Jahshan**, président de Coordination SUD (plateforme nationale des ONG françaises de solidarité internationale représentant plus de 170 structures).

LISTE DES SIGNATAIRES :

Association 4D, Marc Darras, vice-président

Action contre la Faim, Thomas Ribémont, président d'honneur

Acting For Life, Bertrand Lebel, directeur exécutif

Agri-Ethique France, Ludovic Brindejonc, directeur général

AIDES, Aurélien Beaucamp, président

Aide Odontologique Internationale (AOI), Hubert Weil, président

Antenna France, Julien Bello, délégué général

Association des Marocains de France, Souad Chaouih, présidente

Association la Voûte Nubienne, Benoît Lambert, président

Artisans du monde, Géraud Godreuil, délégué général

ATD Quart Monde, Claire Hédon, présidente

CARI, Patrice Burger, président

Les CEMEA, Isabelle Palanchon, responsable du pôle Europe international

CEPAZE, Laurette Gosso, présidente

CFSI, Yves Le Bars, président

Cités Unies France, Roland Ries, président – maire de Strasbourg

CLONG-Volontariat, Daniel Verger, président

Cnajep, Frédérick Pairault, président

Coalition Eau, Sandra Métayer, coordinatrice

Commerce Equitable France, Julie Stoll, déléguée générale

CRID, Emmanuel Poilane, président

Educasol, Carole COUPEZ, présidente

Equipop, Dr Alain Marié, président

Etudiants et développement, Ruvie Gambia, président

Experts-Solidaires, Eric Buchet, président

FAIR[E], Olivier Cabrera, président

Fonda, Nils Pedersen, président

FORIM, Mackendie Toupuissant, président

France Nature Environnement, Michel Dubromel, président

France Volontaires, Jacques Godfrain, ancien ministre, président

GERES, Marie-Noëlle Reboulet, présidente

GESS – RéCoSol Nord et Sud, Antoinette-Anita Adjeoda, déléguée générale

GRET, Henry de Cazotte, président

Groupe initiatives, Pierre Jacquemot, président

Guayapi, Claudie Ravel, fondatrice et dirigeante

Handicap International, Xavier du Crest de Villeneuve, directeur France

HumaniTerra, Xavier Dufrenot, Directeur

IFAID Aquitaine, Ghislain Bregeot, directeur

Initiative et Développement, Marie Françoise Pluzanski, présidente

Kinés du Monde, Jean-Paul David, président

Max Havelaar France, Christophe Roturier, président

Partage, Yolaine Guérif, directrice générale

Plan International France, Yvan Savy, directeur

Planète Enfants et Développement, Stéphanie Selle, directrice

Planning Familial, Véronique Séhier, coprésidente

Première Urgence Internationale, Thierry Mauricet, directeur général

Réseau Foi et Justice Afrique Europe, Jean-Louis Marolleau, secrétaire exécutif

Ritimo, Emmanuel Charles, co-président

Secours islamique France, Rachid Lahlou, président

Sidaction, Florence Thune, directrice générale

SOL – Alternatives Agroécologiques et Solidaires, Jacques Godard, co-président

Solthis, Louis Pizarro, directeur général

Solidarité Laïque, Anne-Marie Harster, présidente

Solidarités International, Antoine Peigney, président

Terre et Humanisme, Françoise Vernet, présidente

Vision du Monde, Camille Romain des Boscs, directrice générale

YMCA France, Hervé de la Morsanglière, président